

Concours section : SACE-2024

Epreuve matière : CAS CONCRET

N° Anonymat : ZLRGZ374 BL Nombre de pages : 12

18.25 / 20

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen : Exa pro

Recrutement : SACE

Epreuve : Cas concret

Spécialité : Session : 2024

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Bloc Marianne

Préfet de X

Cabinet

Affaires suivies par :

ref :
mail :

Lieu, date

Note à l'attention

de M. le préfet

s/c de Mme la directrice de cabinet

Objet : Cybersécurité, un enjeu de société face à cette nouvelle menace

Ref : loi n° 2023-22 du 24 janvier 2023 d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (LOPMI)

P.1 : 1

Dans un monde toujours plus connecté, les plaintes de victimes de cyberattaques est en pleine expansion, la cybercriminalité se banalise.

En 2021, près de 260 000 procédures judiciaires liées au cyber ont été enregistrées par les forces de sécurité intérieure, soit une hausse de plus de 20% par rapport à 2020 et un millier d'attaques au rang mondial ont été constatées sur l'ensemble du territoire.

Plus proche de nous, le centre hospitalier de Y .l.l.l.l.

days notre département a subi une cyberattaque récemment.

Entreprises, services publics, collectivités, les axes de cybermélveillance sont multiples.

Face à ce constat, vous avez souhaité organiser une réunion avec l'ensemble des acteurs publics de département sur le thème de la cybersécurité.

Dans cette optique, la présente note dressera un état des lieux (I) avant de présenter un plan d'action (II) pour prévenir la cyberattaque et y répondre localement.

Seule annexe à cette note la lettre d'invitation à destination des principaux acteurs concernés par cette réunion.

I) Etat des lieux

Devant la multiplication des attaques à partir d'internet, la France, à l'instar des autres Etats, s'est dotée de nouveaux moyens technologiques et institutionnels pour se protéger contre les cybermenaces. C'est une priorité depuis les années 2000. Comprendre ce qu'est la cybersécurité (A), quels en sont les acteurs (B) et quels sont les intérêts en jeu (C) pour apporter des réponses face à ces nouvelles menaces.

A) Qu'est-ce que la cybersécurité ?

La cybersécurité porte à la fois sur la cyberattaque et sur la cyberdéfense, c'est à dire l'usage de moyens informatiques pour mener ou riposter à une agression.

Plusieurs types de menaces existent :

- l'infiltration de réseaux de communication (espionnage) ... U.S.

altération de données ou prise de contrôle)

- les campagnes d'influences sur internet (orienter l'opinion publique) -

Par son caractère planétaire, la cybermenace bouleverse les repères traditionnels de la sécurité -

B/ Qui sont les acteurs de la cybersécurité

De statut et de taille très divers, la cybersécurité implique notamment les Etats et leurs forces armées, les acteurs économiques, des petites entreprises aux multinationales et les acteurs publics, les collectivités notamment.

Nous sommes tous acteurs de la cybersécurité.

c/ les intérêts en jeu -

~~Qu'ils soient économiques ou politiques, les enjeux~~
Les cyberattaques ont principalement pour objectifs économiques ou politiques:

- Les intérêts économiques ; vol d'argent, dénigrement d'une entreprise pour capter sa clientèle ou espionnage industriel.

- Les intérêts politiques ; influencer les résultats d'un vote, espionnage politique ou prise de contrôle des outils de communication à distance.

En réponse, la France fait de la cybersécurité sa priorité. Des solutions ont déjà été mises en œuvre :

- la surveillance de l'internet avec comme outils la décret 2015-123 qui permet le blocage administratif des sites pédopornographiques et faisant l'objet de la loi "Renseignement" qui renforce les moyens d'action des services de renseignement dans la sphère numérique. On peut également citer l'opération "Stop Djihadisme" mise en œuvre après les attentats de 2015.

- des outils en droit

↳ pratiques numériques part encadrés par un 3.16.

dispositifs juridiques prévoyant des peines allant jusqu'à
5 ans de prison et 75000 euros d'amende pour les
attaques informatiques. Ces peines sont abondantes
pour des attaques visant l'Etat.

- une réponse accrue

Les forces de sécurité intérieure disposent de plusieurs
organes dédiés à la traque des cybercriminels.

• l'office central de lutte contre la criminalité liée
aux technologies de l'information et de la communication au sein
de la police nationale.

• le centre de lutte contre les criminalités numériques
au sein de la gendarmerie nationale.

• la brigade d'enquête sur les fraudes liées
aux technologies de l'information au sein de la préfecture
de police de Paris.

- La défense des usages.

L'agence nationale de la sécurité des systèmes
d'information a pour mission de surveiller les réseaux
développés des produits et services ^{de} cybersécurité pour les
usagers, d'apporter son expertise et de sensibiliser
le public.

- La cyberdéfense

Devenu un champ de bataille stratégique les
attaques cyber dans la défense ont les nouveaux
domaines d'expansion de la puissance" selon la norme
stratégique de défense et de sécurité nationale.

Pour y répondre un commandement de la cyberdéfense
a été créé avec 3400 "cyber combattants".

Avec la LOPMI, près de la moitié du budget de
cette loi est consacrée à la "révolution numérique" du
ministère et à la ~~modernisation~~ modernisation
des moyens de lutte.

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen : Goc pro Recrutement : SACE
 Epreuve : Cas concret Spécialité : Session : 2024

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

- Répondre aux enjeux de la cybersécurité en :
- renforçant les moyens en la matière avec notamment la création de 150 cyber policiers
 - mobilisant des moyens financiers (programme d'investissement d'1 milliard d'euro)
 - renforcement cyber par un plan d'ambitions porté par l'ANSSI
 - lancement annoncé d'un vaste programme de préparation au incidents cyber.

II Plan d'action

Afin de prévenir les cyberattaques et d'y répondre au niveau local, le plan d'action local suivant pourra être mis en œuvre :

1 Sensibiliser les acteurs (elles collectivités acteurs privés) aux enjeux de la sécurité

2 mutualiser la réponse pour une protection numérique renforcée au niveau intercommunal ou départemental

3 appliquer les plans de continuité aux mondes cyber

4 mettre le responsable de la sécurité des systèmes d'information au centre du dispositif en revalorisant ses fonctions.

- Suivre les acteurs,
- mise en place de réunions d'information (support vidéos infographie) en s'appuyant sur l'existant comme l'infographie de site de l'INCE "Que faire en cas de cyberattaque".
 - les parcours de cybersécurité dans le cadre de plans de relance, à l'intention des collectivités.
 - les centres régionaux de repère à incidents cyber.
 - le rôle financier pour soutenir l'acquisition et le déploiement de produits et services de cybersécurité dans les collectivités.
 - formation possible par les experts de la gendarmerie nationale.
 - campagne de communication sous cybermenaces
- Calendrier: dans les meilleurs délais après la réunion prévue le ...

Suivi et évaluation

- tableau de suivi des élus souhaitant participer aux réunions d'information
- enquête de satisfaction auprès des élus.
- tableau de suivi des formations par les gendarmes.
- enquête de satisfaction sur ces formations

Tels sont les éléments que je souhaitais
porter à votre connaissance.

Le secrétaire administratif
de classe exceptionnelle.

Concours section : SACE-2024

Epreuve matière : CAS CONCRET

N° Anonymat : ZLRGZ374 BL Nombre de pages : 12

18.25 / 20

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen : Exa pro Recrutement : SACE

Epreuve : Cas concret Spécialité : Session : 2024

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Bloc Marianne

Préfet de X

lieu, date

Cabinet

Affaire suivie par:

M. M.

meul.

Le préfet

à destination infro.

Objet: Réunion sur la cybersécurité dans le département de X

Comme vous le savez, la cybersécurité est un enjeu nouveau mais majeur de la sécurité de vos structures.

La cyberattaque de centre hospitalier de Y, survenue récemment dans notre département en est la preuve.

Aussi, j'ai souhaité organiser une réunion sur le sujet le xx/xx/xx à 10h00 à laquelle je vous invite à participer, salle xxx à la préfecture de X.

L'ordre du jour de cette réunion est le suivant:

8.10.

1. Etat des lieux sur la cybersécurité
- 2 - Les acteurs et les enjeux
- 3 - Les leviers pour répondre à cette nouvelle menace.
- 4 - Questions diverses et temps d'échange.

Je vous remercie de bien vouloir confirmer votre présence à cette réunion auprès de mon secrétariat par mail à l'adresse : secrétariat-prefet@x.gouv.fr ou par téléphone au : 00.00.00.00.00.

Comptant sur votre présence pour travailler ensemble et trouver des solutions à ce fleau qui nous touche tous.

Le préfet
prend ma
signature

Destinataires

Les maires du département de X

Les présidents des EPCI du département de X

Le président du Conseil départemental

Le directeur de la sécurité publique

Le commandant du groupement de gendarmes

Le directeur départemental des services d'incendie et de secours

Le directeur du SGC

Le chef du SIDSIC

Le chef du service de la communication

Les directeurs des DDI

Le directeur académique des services de l'éducation nationale

Le directeur départemental des finances publiques

Le délégué territorial de l'agence régionale de santé

